4 janvier 1881

Décret relatif aux brevets de capacité et au certificat d'aptitude pédagogique

Jules Grévy, Jules Ferry

Source : *B.A.M.I.P.* n° 462, p. 21-22.

Ce décret simplifie la législation sur les brevets en revenant au brevet élémentaire et supérieur, comme avant la loi de 1850, qui n'avait pas retenu le brevet supérieur. Il institue de plus un nouveau diplôme, le certificat d'aptitude pédagogique. Ce certificat révèle la difficulté de l'administration et du gouvernement à maîtriser la formation normale : les brevets ne sont guère que des examens ordinaires qui ne prouvent rien de la capacité à enseigner, mais c'est bien le brevet élémentaire qui donne accès aux classes. Le certificat d'aptitude par contre ne revêt aucun caractère d'obligation... La place des écoles normales dans la professionnalisation des maîtres n'est toujours pas éclaircie.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du Président du Conseil, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts,
Vu les articles 23, 25 et 46 de la loi du 15 mars 1850 ;
Vu l'article 9 de la loi du 21 juin 1865 ;
Vu l'article 16 de la loi du 10 avril 1867 ;
Vu l'article 3 de la loi du 19 juillet 1875 ;
Vu l'article 50 du décret du 29 juillet 1850 ;
Vu le décret du 2 mai 1870 ;
Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,
Décrète :

Titre 1^{er}. - *Des titres de capacité*

Article 1^{er}. - Le brevet de capacité exigé par l'article loi du 15 mars 1850, pour exercer la profession d'instituteur public ou libre, portera le nom de *Brevet de capacité de second ordre* ou *Brevet élémentaire*

Art. 2. - Le brevet de capacité comprenant les matières facultatives de l'enseignement primaire, et auquel est attaché l'émolument fixé par l'article 3 de la loi du 19 juillet 1875, portera le nom de *Brevet de capacité de premier ordre* ou *Brevet supérieur*.

Art. 3. - Il est institué, en outre, sous le nom de *Certificat d'aptitude pédagogique*, un titre complémentaire de l'un, ou de l'autre brevet, destiné à constater plus particulièrement l'aptitude des instituteurs ou des institutrices à la direction des écoles publiques comprenant plusieurs classes.

Titre II. - *Des conditions d'admission*

Art. 4. - Pour se présenter devant une commission d'examen en vue d'obtenir le brevet supérieur, tout candidat doit justifier de la possession du brevet élémentaire et avoir dix-sept ans au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente.

Art. 5. - Pour se présenter aux examens du brevet élémentaire, le candidat doit avoir au moins seize ans au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle il se présente.

Art. 6. - Les candidats au certificat d'aptitude pédagogique doivent avoir au moins vingt et un ans révolus au moment de leur examen et justifier de deux ans d'exercice au moins dans l'enseignement public ou libre à compter de l'époque où ils ont obtenu le brevet élémentaire.

Art. 7. - Aucune dispense d'âge ni de stage ne pourra être accordée.

Titre III. - *Des sessions d'examen*

Art. 8. - Les commissions d'examen tiennent au moins deux sessions par an pour le brevet élémentaire et le brevet supérieur, une au moins pour le certificat d'aptitude pédagogique.

Art. 9. - Pour l'examen relatif au certificat d'aptitude pédagogique, la commission est présidée par l'inspecteur d'académie et comprend nécessairement deux inspecteurs primaires.

Art. 10. - Les commissions ne peuvent délibérer régulièrement qu'autant que cinq de leurs membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Titre IV. - *Des épreuves*

Art. 11. - Un arrêté ministériel, pris en Conseil supérieur, déterminera, conformément aux lois et décrets en vigueur, le programme des examens à subir, le choix des sujets de composition et le mode de jugement des épreuves.

Art. 12. - L'article 50 du décret du 29 juillet 1850 et le décret du 2 mai 1870 sont et demeurent abrogés.